

Communistes 52

- Bulletin de liaison -

N°6

Rentrée 2012 : une situation politique nouvelle.

Le Parti Socialiste détient tous les pouvoirs en France et gouverne avec EELV.

Il ne faut rien attendre de bon de cette entente. Le Président de la République, avec l'aide de son Premier Ministre, mène une politique largement influencée par les capitalistes et le patronat.

Malgré un bon résultat à l'élection présidentielle, le Front de Gauche n'a pas obtenu le même engouement pour les législatives. Dans notre région, la droite maintient son influence (12 circonscriptions sur 13). Le poids de l'extrême droite reste fort. La Haute-Marne réalise néanmoins le meilleur score de la région pour le Front de Gauche.

Face à tout cela, notre parti se doit d'être à l'initiative pour que le vote des Françaises et des Français ne soit pas dévoyé. Nous devons impulser la lutte, avec toutes les composantes du Front de Gauche, pour imposer un référendum sur le pacte budgétaire européen. Nous avons à notre disposition la pétition à faire signer massivement et aussi le rassemblement prévu sur Paris le dimanche 30 septembre. De même, nous devons créer les conditions pour qu'une loi interdise les licenciements « boursiers ».

Les Françaises et les Français sont inquiets face à la crise, attentistes face au Gouvernement, souvent atteints par la sinistrose face au déchainement des médias.

Il faut donc que le Parti Communiste Français soit force de propositions pour améliorer les conditions de vie de la population en se servant du Front de Gauche pour la mise en œuvre.

Tout dépend de nous ...

Gérard Mattéra

Fédération du PCF
35, rue de la Commune de Paris
52100 Saint-Dizier
Tél : 03.25.05.05.73
Courriel : pcf52@wanadoo.fr

Fête de l'Huma Un cru exceptionnel

Rarement la fête de l'Huma n'aura aussi bien mérité son nom de fête des luttes sociales. Ils étaient tous là, les "Sodimédical" qui n'ont pas touché leur salaire depuis 11 mois, les "ArcelorMittal" défendant la sidérurgie française, les "PSA" d'Aulnay en lutte pour faire payer par Peugeot ses incuries gestionnaires, les soignants de l'"Hôtel-Dieu" venus sauver la fonction publique hospitalière, les "Arkema" qui réussissent pour le moment à tenir en échec de puissants fonds d'investissements américains, les "Technicolor" avec leur beau tee-shirt "Technicolère", les "Doux" exigeant de l'état un euro pour racheter leur boîte, les "Unilever" occupés à finaliser le démarrage de leur SCOOP, les copines de "Licenci'elles" venues soutenir celles et ceux qui luttent contre les licenciements boursiers... et combien d'autres.

Un absent de marque : Bernard Arnault, trop occupé à préparer ses cartons de déménagement pour la Belgique où l'air est meilleur, paraît-il, surtout pour les milliardaires. Il ne s'est même pas fait excuser mais on ne lui en veut pas, on s'y attendait. La "vraie" France, elle, était au rendez-vous de l'Huma, la France du travail et de la Résistance aux capitalistes ; c'était l'essentiel. "Bernard tu peux te casser, laisse simplement le fric que tu nous a volé et cette légion d'Honneur que tu ne mérites pas".

Un autre grand absent, le Parti Socialiste qui en refusant le débat avec les forces de gauche a montré les limites de ses engagements à vouloir changer la France, maintenant. La gauche débattant à la fête de l'Huma c'est pourtant une assez longue tradition, cette bouderie du PS n'en est que plus choquante. Physiquement absents, ils y auraient été "de cœur"... Ouais ! On vous croit "camarades" mais pas vraiment en fait.

Mais revenons aux motifs d'enthousiasme en rapport avec cette fête : la jeunesse, immensément nombreuse. Elle qu'on dépeint parfois comme moutonnaire et seulement préoccupée par ses *ipod* et autres téléphones portables, elle était là, grouillante, avec des pancartes et des slogans de lutte anticapitaliste, elle était dans les débats (même ceux où le PS était absent), elle faisait signer des pétitions et elle portait même (!) des drapeaux du Parti Communiste. Un sacré pied de nez à tous les mauvais augures qui régulièrement nous enterrent.

Et bien entendu il y avait ceux du Front de Gauche, nombreux et divers et cela aussi était bien reconfortant. Camarades communistes, nous ne sommes plus seuls, ne l'oublions jamais.

Bernard Socié

Assemblée Générale des **communistes**

Le 22 septembre 2012, une Assemblée Générale des militants se tenait à Saint-Dizier avec la présence d'un camarade bordelais, Jean-Claude Gomez, chargé par le CN d'aider la fédération. Après une courte introduction de Gérard Mattéra, la discussion s'instaure.

Depuis 4 mois, la gauche socialo-écologique est aux affaires et on commence à percevoir les premiers effets d'une politique qui ne veut pas rompre avec les politiques d'austérité précédentes. Les familles populaires souffrent de plus en plus des effets de "la crise" dont on mesure maintenant avec certitude qu'elle est bien celle du capitalisme. Misère pour le plus grand nombre et opulence scandaleuse pour des oligarques assoiffés d'argent.

La rentrée est aussi marquée par la prochaine ratification du traité Sarko-Merkel-Hollande. Les pages 3 et 4 de ce bulletin donnent les explications nécessaires et les moyens de la riposte. Nous attendons des communistes un effort exceptionnel pour faire signer la pétition. Une première liste de copains désireux de manifester à Paris le 30 septembre est établie ; une vingtaine de noms y figure déjà.

La question du Front de Gauche en Haute-Marne est également abordée. Nous savons les difficultés rencontrées au cours des deux campagnes qui viennent de se terminer. Notre incapacité à travailler ensemble et finalement la volonté du PG que nous agissions en autonomie a écorné la possibilité de mobilisation pour une vraie gauche de transformation. Le résultat on le connaît, décevant en Haute-Marne. Cela ne doit pas continuer, nous pensons que le Front de Gauche doit retrouver le moyen d'une alliance sincère entre les partis qui le constituent.

À cet effet, nous décidons de nous adresser dans les meilleurs délais au PG afin de faire le point sur la situation. Nous leur proposerons une entrevue pour échanger, sans tabou, sur tous les sujets qui font problème mais également sur ceux qui font consensus. Nous faisons actuellement et malheureusement le constat que de son côté le PG poursuit dans ses intentions de débauchage de nos camarades communistes qui sont tour à tour abordés. Pas le meilleur moyen de faire progresser le Front de Gauche et de l'étendre au milieu syndical et associatif.

Slogan et affiche
vus à la
fête de l'Huma



Un congrès de la fierté communiste.

L'année 2013 sera également l'année où notre parti va tenir congrès (en février). Il sera bien entendu question de renouveler les directions et notre effort portera tout particulièrement sur le rajeunissement de nos cadres. La question de l'adhésion va donc être centrale dans la période qui vient. Mais ce sera l'occasion aussi et principalement d'affiner notre stratégie. Le moment n'est plus à l'observation et à l'attentisme mais bien à l'action. Il faudra penser ce congrès comme un temps unique pour redonner au peuple les moyens d'une existence décente.

Nous voulons tout et tout de suite !

La camisole de force Merkozy n'a pas été renégociée.

À plusieurs reprises au cours de la campagne, le candidat Hollande a affirmé avec force : Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 déc. 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi et en réorientant le rôle de la BCE dans cette direction (proposition 11 des 60 engagements). Cette proposition a pesé très lourd dans le choix des électeurs pour voter Hollande et donc rejeter le traité Merkozy.

Aujourd'hui où en est-on ?

Il paraîtrait que le nouveau Président aurait renégocié cet affreux traité. Malheureusement, la réalité est loin de cette carte postale : le traité est ressorti intact du sommet !

En effet, l'idée de croissance durable et d'emploi ne fait l'objet d'aucun chiffrage et ne présente aucun aspect contraignant. Le "magicien" Hollande n'a rien obtenu sur les aspects très coercitifs du traité et sur la perte de la souveraineté qui le caractérise, la pseudo "règle d'or" est en réalité une "règle de fer" qui enferme les budgets nationaux dans une camisole de force interdisant toute politique de rénovation et de renforcement des services publics, en imposant l'austérité.

Pour couronner le tout, parlons un peu du "pacte de croissance" décidé les 28 et 29 juin 2012 au conseil européen et présenté comme une grande victoire par Hollande : il n'a aucune valeur juridique contraignante. Enfin, pour parachever le "chef d'œuvre du compagnon" Hollande, le bouquet tout en haut du toit : non seulement les 120 milliards mobilisés pour favoriser la croissance ne sont que simple déclaration d'intention mais en plus le conseil du 30 janvier 2012 les avait déjà inscrit avec une mise en œuvre en juin 2012... !

Le magicien Hollande avait probablement égaré sa baguette ? Ne nous laissons pas abuser.

**Le traité Merkozy n'était pas de gauche !
Le futur traité Merkozy-Hollande non plus !**

Jean-Claude Bézine

Ne laissons pas Vallser les Roms !

Pacte Budgétaire Européen

C'est NON !

Au PS, c'est le temps du caporalisme, tous les députés et sénateurs sont priés d'être à la botte. Il y va de la "solidarité" gouvernementale.

Chez Europe-Ecologie, le bâton est à peine plus mou, résultat on s'oriente vers une vaste hésitation et sans doute des POUR, un peu plus d'abstentions et on espère une majorité de CONTRE.

À droite, on va y aller comme un seul homme, on n'oublie pas que c'est Sarko avec son amie Merkel qui ont conçu le nouveau pacte budgétaire. On se réjouit évidemment que ce soit la gauche social-écologique qui le porte sur les fonds baptismaux.

Seuls les élus du Front de Gauche voteront à l'unanimité CONTRE le Traité Sarko-Merkel-Hollande. Pour eux c'est clairement NON !

Ainsi, ce nouveau traité a toutes les chances de passer si le peuple de France ne s'empare pas de cette affaire. Il faut exiger un référendum, la question est trop importante pour passer à la sauvette comme cela est prévu. Une pétition est déjà en cours (voir en page 4) et une manifestation doit avoir lieu le 30 septembre à Paris. Nous devons tous en être pour arrêter le rouleau compresseur libéral.

Ce traité veut graver dans le marbre la règle d'or

qui impose aux états un déficit limité et une sanction automatique pour les contrevenants. Ce sont des fonctionnaires européens non-élus qui décideraient des sanctions.

"J'appelle à un front commun anti-austérité"

- André Chassaigne -

Sale coup pour la Démocratie, mais surtout sale coup pour les peuples qui vont subir encore plus gravement les politiques d'austérité. Pourtant la dette peut être bonne quand elle sert à l'éducation, à la santé, aux services publics... C'est une dette légitime. À la libération en 1945, la dette était de 290% du PIB et elle a permis le redressement de la France, la retraite, la sécu ...

72%

de la population française souhaite un référendum pour sanctionner ce traité qui prépare :

- Une austérité accrue
- La perte de souveraineté
- Un enfoncement dans la crise

(Signez et faites signer la pétition, même après le 30 septembre)

La première règle d'or a été mise en place par la dictature de Salazar et a fait du Portugal le pays le plus pauvre d'Europe.

En 1992, le traité de Maastricht reprend cette idée et il en est de même en 1997, avec le pacte de stabilité

et de croissance. Les états étaient soumis à limiter leur déficit public à 3% du PIB. Un critère qu'aucun pays n'est parvenu à respecter. Les états ne pourraient plus dépasser à l'avenir 0,5% du PIB de déficit structurel, une règle qui devrait être constitutionnalisée.

Non au Traité de l'austérité

Exigeons un référendum

Tous à Paris le 30 septembre

Pour sortir de la crise Sortons de l'austérité !

Monsieur le Président,

Les Françaises et les Français vous ont élu pour que leur vie change, pour s'attaquer au monde de la finance et sortir de la crise.

Pour la première fois, la gauche est majoritaire à l'Assemblée et au Sénat, c'est le moment de répondre - enfin - aux urgences sociales en se donnant les moyens d'un véritable changement.

Rien ne sera possible avec l'austérité qu'impose le Pacte budgétaire européen, dont vous souhaitez la ratification par le parlement, sans consulter notre peuple.

NOUS PROPOSONS D'AUTRES SOLUTIONS :

- Une augmentation significative du SMIC, des salaires et des pensions.
- Un moratoire sur les plans de licenciements et une loi interdisant les licenciements boursiers.
- L'arrêt général de la RGPP, le développement de l'emploi et des services publics pour répondre aux besoins.
- La mise en place d'un pôle public bancaire et financier.
- La non ratification du Pacte budgétaire européen par le parlement et la consultation des Français par référendum.

NOM/PRÉNOM

ADRESSE

SIGNATURE

-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----
-----	-----	-----

